

Art. 9. Alleen de door de Minister erkende specifieke diensten en verenigingen mogen de benaming van buurtregieën voor stadsvernieuwing dragen.

Art. 10. Slotbepalingen.

De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

F. 95 - 2244 (95 - 1609)

[C - 27444]

9 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine. - Erratum

Dans la version française de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 14 juin 1995, à la page 17094, il convient de lire comme suit la date précédant l'intitulé : 9 mars 1995.

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2244 (95 - 1609)

[C - 27444]

9. MÄRZ 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexecutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers. - Erratum

Im französischen Text des vorerwähnten Erlasses, der am 14. Juni 1995 auf Seite 17094 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, sollte das Datum vor dem Titel wie folgt gelesen werden : 9. mars 1995.

VERTALING

N. 95 - 2244 (95 - 1609)

[C - 27444]

9 MAART 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen. - Erratum

Op bladzijde 17094 van de Franse versie van voornoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 juni 1995, is de datum die aan het opschrift voorafgaat : 9 mars 1995.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 95 - 2245

[C - 27441]

27 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement,

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré;

Vu la loi du 15 juillet 1983 créant le Service national de Transport scolaire;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 5°;

Vu le décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 5°;

Vu l'arrêté du Régent du 15 juin 1947 portant des dispositions relatives à l'assurance des véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes;

Vu l'arrêté du Régent du 20 septembre 1947 portant le règlement général relatif aux services réguliers, aux services réguliers temporaires, aux services réguliers spécialisés et aux services occasionnels;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 1962 relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de déplacement des élèves de l'enseignement spécial;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, prémétro, autobus et autocar;

Vu l'avis donné le 17 novembre 1994 par la Commission des services réguliers spécialisés instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

Arrête :

Article préliminaire. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Article 1er. Est approuvé le cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française dont le texte est annexé au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 10 octobre 1984 fixant le cahier spécial des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par l'Etat est abrogé sur le territoire de la région de langue française.

Art. 3. Le Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Annexe

Cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française

Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° donneur d'ordre

la Région wallonne, Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, Direction générale des Transports.

2° transporteur

la personne physique ou morale assurant le transport rémunéré de voyageurs par véhicules automobiles.

3° kilométrage de transport

le nombre de kilomètres du circuit théorique qui a l'établissement ou le dernier établissement desservi comme unique point de départ et point d'arrivée d'un trajet en boucle et qui permet d'assurer le ramassage scolaire par la voie carrossable la plus courte.

4° catégorie

l'ensemble des différentes capacités de véhicules pour lesquelles un même prix est applicable au kilomètre.

5° place assise adulte

l'emplacement réservé, suivant les prescriptions techniques du véhicule, à une personne assise ayant au moins 13 ans d'âge.

6° capacité

la capacité est déterminée par rapport à un certain nombre de places assises adultes.

7° rentrée scolaire

le début de l'année scolaire.

Objet

Art. 2. Le transporteur s'engage envers le donneur d'ordre à effectuer le transport des élèves dans le cadre d'un service régulier spécialisé.

Pour l'organisation de ce service, le donneur d'ordre fixe les points d'arrêts nécessaires (embarquement et débarquement) et la capacité du véhicule; il détermine, d'initiative ou par l'approbation expresse des feuilles de circuit remises par le transporteur, l'itinéraire, l'horaire et le kilométrage de transport.

Les arrêts doivent être séparés par une distance d'au moins 500 mètres, sauf cas exceptionnel dûment motivé.

Procédure

Art. 3. § 1er. La concession d'un service de transport scolaire est assujettie conformément aux dispositions de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services en tant qu'elles concernent la procédure d'appel d'offres restreint et celle du gré à gré.

Chaque circuit constitue un contrat séparé.

§ 2. Les renseignements relatifs au dépôt et à l'ouverture des soumissions sont précisés dans l'appel d'offres.

§ 3. Pour l'établissement de leur offre, les soumissionnaires sont tenus de respecter, outre les dispositions réglementaires applicables, les prescriptions particulières suivantes :

- la soumission, rédigée en langue française, est établie conformément au modèle annexé au présent cahier des charges, dont toutes les rubriques doivent être remplies;

- les prix sont situés dans les marges tarifaires renseignées au barème en vigueur déterminé sur base du prix de revient standard adopté par la Commission des services réguliers spécialisés instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 1993;

- la capacité offerte des véhicules doit correspondre au moins à la capacité requise et ne peut être supérieure à la capacité mentionnée sur le certificat de contrôle technique;

- seuls sont acceptés les véhicules acquis au plus tard le 31 décembre de leur douzième année et âgés de moins de quinze ans au moment de l'ouverture des soumissions, ou de la conclusion du contrat en cas de gré à gré.

La limite des douze ans se calcule à partir du 1er janvier qui suit la date de la première mise en circulation; la limite des quinze ans se calcule à partir de la date de la première mise en circulation;

- une copie du certificat d'immatriculation et de la carte de contrôle technique est jointe à la soumission;

- une copie du bon de commande d'un véhicule de capacité offerte suffisante, jointe à la soumission et certifiant qu'il sera livré avant la date de prise du cours du contrat, est acceptée. Dans ce cas, les exigences en matière de contrôle technique, d'immatriculation et d'assurance doivent être remplies au plus tard au moment de la prise de cours du contrat;

- les soumissions établies avec un véhicule de ligne ou de réserve figurant sur un contrat de service public d'autobus sont admises pour autant que la disponibilité du véhicule soit reconnue par le TEC concerné pendant la période requise pour le service de ramassage scolaire. Cette reconnaissance est jointe à la soumission.

§ 4. Le donneur d'ordre choisit l'offre régulière qu'il juge la plus intéressante sur base des critères mentionnés ci-après par ordre décroissant d'importance :

- le prix;

- la qualité du service, appréciée suivant les éventuelles mentions de la carte de contrôle technique, le nombre de places assises adultes offertes ainsi que la disposition des sièges,

- la disponibilité du véhicule présenté au moment de l'ouverture des soumissions,

- l'âge du véhicule;

- l'expérience satisfaisante en matière de transports scolaires.

Contrat - Avenant

Art. 4. § 1er. Un contrat dont le modèle est annexé au présent cahier des charges est conclu entre le donneur d'ordre et le transporteur, désigné concessionnaire du service suite à la procédure prévue à l'article 3 ci-avant.

Toute modification au contrat fait l'objet d'un avenant numéroté, signé par les deux parties. Un modèle d'avenant est annexé au présent cahier des charges.

§ 2. Le transporteur ne peut céder son contrat ni le faire exécuter par un tiers en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du donneur d'ordre.

Dans ce cas, l'acte de cession de la concession est joint au contrat sous forme d'avenant et précise que celle-ci est poursuivie aux conditions fixées dans le contrat ou dans le dernier avenant y annexé.

§ 3. En cas de transfert, partiel ou total, des activités de transport scolaire du transporteur, de fusion, ou de scission de son entreprise, l'autorisation du donneur d'ordre est requise quant à la cession de la ou des concessions expressément identifiées.

Une copie de l'acte de cession de la concession sera annexée au contrat principal sous forme d'avenant.

Personnel roulant

Art. 5. Le chauffeur du véhicule doit disposer de façon permanente d'un permis de conduire, d'un certificat de sélection médicale en cours de validité et des documents exigés en matière sociale.

Véhicules - Age - Capacité

Art. 6. § 1er. Le service régulier spécialisé doit être assuré de façon permanente au moyen d'un véhicule dont le bon état est attesté par les services compétents du contrôle technique, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le donneur d'ordre peut déléguer du personnel chargé de vérifier le maintien du bon état des véhicules et d'en interdire éventuellement l'usage.

§ 2. Un véhicule acquis après douze ans d'âge ne peut être utilisé pour effectuer un service régulier spécialisé.

Tout véhicule doit être retiré du service au plus tard à la fin du trimestre scolaire au cours duquel il atteint quinze ans d'âge.

L'âge du véhicule est compté comme il est précisé à l'article 3, § 3, quatrième tiret.

§ 3. Les véhicules sont obligatoirement équipés d'une installation de chauffage efficace en rapport avec leur capacité.

§ 4. Préalablement à l'utilisation de tout véhicule dans le cadre du service régulier spécialisé, le transporteur doit avoir remis au donneur d'ordre une copie de la carte d'assurance valable.

§ 5. Le calcul de la capacité des véhicules est basé sur les éléments suivants :

1° Enfants âgés de moins de 13 ans fréquentant l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécial, type 1, 3, 5, 8.

Chaque enfant est censé occuper 2/3 de place assise adulte.

Le calcul est le suivant :

Un siège double : $3/2 \times 2 = 3$ enfants

Un siège triple : $3 \times 3/2 = 4,5$ arrondi à 4 enfants.

Un siège quadruple : 6 enfants

Un siège quintuple : $5 \times 3/2 = 7,5$ arrondi à 7 enfants et ainsi de suite.

Les sièges simples ne font pas l'objet de cette réduction.

Toutefois, pour ce qui concerne les enfants fréquentant l'enseignement spécial de type 3, ils bénéficient d'une place assise adulte pour autant qu'ils représentent plus de 50 % du nombre d'élèves transportés sur le circuit.

2° Enfants handicapés non voiturés.

Quel que soit leur âge, les enfants handicapés type 2, 4, 6, 7 occupent une place assise adulte.

3° Enfants handicapés voiturés.

Il y a lieu de compter qu'une voiturette occupe l'espace de plusieurs places assises adultes, selon le tableau suivant :

Nombre de voiturettes non repliées	Nombre de places occupées
1	4
2	7
3	10
4	14
5	17
6	20
7	24
8	27
9	30
10	34
11	37
12	40
13	44
14	47

Une voiturette repliée compte pour une place assise adulte.

4° Pour les enfants handicapés de type 2 et 4 au sens de l'article 5 de l'arrêté royal du 28 juin 1978, à la demande écrite du donneur d'ordre, le transporteur équipe, à ses frais, les places assises adultes de ceintures de sécurité et place, à ses frais également, les coquilles fournies par les parents. Ces ceintures répondent aux dispositions légales en vigueur.

§ 6. L'existence d'un plateau élévateur à bord d'un véhicule n'est pas prise en compte pour la détermination de la capacité de celui-ci.

Toutefois, et pour autant que trois voiturettes au moins soient transportées, une indemnité financière mensuelle d'un montant de 3 500 francs, est accordée au transporteur qui équipe le véhicule utilisé de cet élévateur. Cette indemnité est portée à la facture mensuelle visée à l'article 9.

Prix

Art. 7. § 1er. Le prix par kilomètre de transport est établi en fonction de la capacité requise du véhicule et du kilométrage journalier moyen prévus lors de l'appel d'offres ou tels qu'ils ont été modifiés par avenant au contrat initial.

Ce prix englobe toutes les taxes et charges grevant le transport, à l'exclusion de la T.V.A.

La prise en charge du personnel de convoiement ne donne pas lieu à l'exécution de kilomètres supplémentaires.

§ 2. Les capacités requises pour un même circuit peuvent varier, selon les jours, matin, midi ou soir. Toutefois cette variation est limitée à la fixation de deux capacités différentes au maximum pour l'ensemble des jours de la semaine.

Il est tenu compte du personnel de convoiement pour déterminer la capacité requise.

§ 3. Les prix proposés lors de la procédure visée à l'article 3 ci-avant doivent se situer dans les marges tarifaires renseignées au barème annexé au présent cahier des charges.

Ce barème est celui déterminé sur base du prix de revient standard pour les services réguliers spécialisés, fixé par la Commission des services réguliers spécialisés.

Art. 8. Le prix autorisé pour un service assuré par un véhicule appartenant à une association sans but lucratif, association de fait non professionnelle, une commune ou une province est égal à 80% du tarif minimum prévu au barème dont question à l'article 7, § 3.

Facturation

Art. 9. Les factures sont établies mensuellement en trois exemplaires au nom du donneur d'ordre lorsque toutes les prestations du mois auxquelles elles se rapportent ont été effectuées.

Toutefois, lorsque le mois de la rentrée scolaire ou de la fin de l'année scolaire comporte moins de six jours de scolarité, les prestations y afférentes sont reprises sur la facture du mois suivant ou précédent.

La première facture de la rentrée scolaire étant établie sur base des données figurant sur la dernière facture de l'année scolaire précédente, elle fait l'objet d'une régularisation lors de la facture du mois d'octobre.

Les factures doivent être transmises au donneur d'ordre pour le 20 du mois suivant.

Il est établi une facture par véhicule et par circuit.

Il y est mentionné :

- le ou les mois concerné(s) et le numéro de circuit.
- la date du contrat ou celle de l'avenant et son numéro.
- le kilométrage journalier de transport et le nombre de jours d'activité pendant le ou les mois au(x)quel(s) se rapporte(nt) la facture, avec un minimum forfaitaire de 60 km par jour, sauf en ce qui concerne les services visés à l'article 8 pour lesquels le kilométrage réellement effectué est repris.
- le prix par kilomètre de transport.
- le total du coût du transport.
- le montant de la T.V.A.
- le montant total à payer, arrondi au franc (décimale égale ou supérieure à 0,5 est arrondie à l'unité supérieure).
- la mention "certifié sincère et véritable à la somme defrancs" (en toutes lettres).
- la signature du transporteur.

Modifications des données de base

Art. 10. Les modifications suivantes peuvent être apportées par le donneur d'ordre, selon les besoins, aux conditions ci-après :

1° modifications relatives au kilométrage de transport :

En cas de modification de l'itinéraire du circuit, la modification du kilométrage de transport est appliquée dès la notification au transporteur. Un remesurage du circuit peut faire constater une modification du kilométrage. Dans ce cas, la modification prend cours à la date d'application du dernier avenant de modification kilométrique et, au plus tôt, au début de l'année scolaire en cours s'il n'y a pas eu d'avenant de modification kilométrique entre cette date et celle du remesurage.

2° modifications relatives à la capacité du véhicule :

- l'augmentation de la capacité du véhicule intervient dès le moment où elle est notifiée au transporteur.
- la diminution de capacité a lieu s'il échet une fois par trimestre, avec au maximum une diminution de deux catégories successives par année scolaire.

Pour le premier trimestre de l'année scolaire, la diminution prend cours au plus tôt en novembre. Pour un nouveau contrat, la diminution de capacité sera limitée à une catégorie au maximum durant la première année scolaire en cours.

Art. 11. Une adaptation du prix de base intervient le 1er jour de chaque rentrée scolaire pour autant qu'elle soit justifiée par une modification du barème des prix fixés par la Commission des services réguliers spécialisés par rapport au barème en vigueur à la date de l'établissement du contrat ou à celle de la dernière modification de prix.

Pour l'application du premier alinéa du présent article et de l'article 10, les nouveaux prix doivent garder un écart proportionnel à celui existant entre le prix antérieur du contrat et le maximum autorisé du barème appliqué lors de la conclusion dudit contrat.

Durée

Art. 12. Sans préjudice de l'application de l'article 13, la durée du contrat est de dix ans, à l'exception des contrats visant les services repris à l'article 8 qui seront limités à la durée de l'année scolaire.

Résiliation et suspension

Art. 13. § 1er. Le contrat prend fin sans préavis ni indemnité lorsque l'autorisation du service régulier spécialisé, accordée par le Ministère de l'Équipement et des Transports de la Région wallonne, est retirée ou n'est pas renouvelée.

§ 2. Par accord réciproque, les parties peuvent, à tout moment, mettre fin à leurs obligations respectives.

§ 3. Les manquements du transporteur à ses obligations, fixées par le présent cahier des charges, et aux instructions écrites lui signifiées par le donneur d'ordre, seront sanctionnés par des pénalités prévues à l'article 14 ci-après et, le cas échéant, par la résiliation du contrat sans indemnité ni préavis.

Si le donneur d'ordre doit souscrire un nouveau contrat plus onéreux, la différence est mise à charge du transporteur jusqu'à l'expiration du contrat.

§ 4. Les contrats en cours peuvent être résiliés anticipativement par le donneur d'ordre suite à une décision prise en exécution de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire ou suite à une réorganisation fondamentale de la politique du transport en commun des élèves des établissements d'enseignement.

Dans ce cas, un préavis d'un mois minimum est donné au transporteur.

La résiliation du contrat ne peut, en tout état de cause, intervenir avant la fin du trimestre scolaire au cours duquel le préavis a été notifié. Toute indemnité est exclue.

§ 5. Les contrats en cours sont résiliés sans préavis ni indemnité lorsque le service perd tout objet faute d'élèves à transporter suite à la fermeture d'un ou de plusieurs établissements d'enseignement desservi(s).

§ 6. Les contrats en cours peuvent être résiliés anticipativement par le donneur d'ordre suite à une restructuration des circuits d'une ou de plusieurs zones.

Cette résiliation ne sera effective qu'au terme de l'année scolaire en cours au moment de sa notification.

Une compensation financière sera octroyée au transporteur concerné par le(s) contrat(s) résilié(s) dont il était titulaire à concurrence d'une somme équivalente à un pour cent de la rémunération dont il aurait bénéficié jusqu'au

terme normal du contrat et calculée suivant les données de base existantes au moment de la résiliation. L'année de la notification de la résiliation n'intervient pas dans le calcul.

Par ailleurs, cette compensation ne sera justifiée que pour autant que le transporteur, titulaire du contrat résilié, n'ait pas obtenu un ou de plusieurs contrats suite à la restructuration de la zone et dont les données de base sont jugées équivalentes, ou qu'il ait bénéficié d'une augmentation, jugée équivalente, des données de base sur un ou plusieurs circuits dont il est titulaire dans la même zone restructurée.

Sont jugées équivalentes les données de base qui n'emportent pas une baisse de la rémunération annuelle actuelle supérieure à 10 % de celle-ci.

Fautes et manquements

Art. 14. § 1er. Les manquements du transporteur aux obligations du contrat ou aux instructions écrites du donneur d'ordre font l'objet d'un constat dont une copie est transmise, immédiatement, par pli recommandé, au transporteur.

Le transporteur est tenu de s'exécuter immédiatement. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au donneur d'ordre dans les dix jours de calendrier suivant le jour déterminé par la date postale de la transmission. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

En l'absence de moyens de défense, ou de reconnaissance du bien fondé de ceux-ci, le donneur d'ordre applique la sanction prévue au § 6 ci-après, sans préjudice de dommages et intérêts éventuels ou autre indemnisation.

Le transporteur qui a fait valoir régulièrement ses moyens de défense peut saisir, dans les dix jours de la notification de la sanction prévue, la Commission des services réguliers spécialisés du ou des manquements qui lui sont reprochés et pour lesquels une sanction a été appliquée.

Ce recours, qui n'est pas suspensif, est mis à l'ordre du jour de la plus proche réunion prévue de cette Commission.

§ 2. Les manquements dus à des cas de force majeure tels que grève, lock-out, troubles de guerre, accident routier ou arrêt de circulation, déviation et intempéries graves n'entraînent aucune responsabilité dans le chef du transporteur, ni aucun droit à une indemnité ou à la résiliation du contrat dans celui du donneur d'ordre.

Ne sont pas considérés comme des cas de force majeure et n'exonèrent donc pas le transporteur de sa responsabilité et de l'application des pénalités visées au § 6 ci-après, les pannes, les crevaisons de pneus, les avaries causées à ses véhicules par des éléments ou personnes qui ne sont pas étrangers à son exploitation, le défaut ou la mauvaise qualité de l'entretien.

§ 3. En cours de contrat, le véhicule renseigné ne peut être remplacé par un autre véhicule, qu'en cas de modification de capacité requise par le donneur d'ordre entraînant un changement de véhicule, d'indisponibilité pour une raison technique, de retrait du véhicule trop âgé ou encore d'amélioration de la qualité du service acceptée par le donneur d'ordre.

Le transporteur communique au donneur d'ordre le numéro d'immatriculation, la marque, la date de mise en circulation, la capacité du véhicule de remplacement et la disposition des sièges.

Le remplacement de véhicule pour raison technique ne peut excéder le temps strictement nécessaire aux prestations techniques requises.

En ce dernier cas, par dérogation à l'article 4, § 1er, alinéa 2, une information, immédiate et complète, du donneur d'ordre est seulement requise dans le chef du transporteur partie au contrat.

§ 4. Dans les cas où il lui est impossible d'assurer lui-même le service pour raison de force majeure ou d'indisponibilité technique, le transporteur peut se faire remplacer temporairement par un autre transporteur.

Par dérogation à l'article 4, § 1er, alinéa 2, une information, immédiate et complète, du donneur d'ordre est seulement requise dans le chef du transporteur partie au contrat qui demeure le seul responsable de l'exécution du contrat. Seront notamment précisés les motifs et la durée du remplacement.

Le fait d'effectuer un autre service avec le véhicule affecté au ramassage scolaire n'est pas considéré comme cas de force majeure.

§ 5. Les manquements et infractions au présent cahier des charges, aux instructions écrites et aux règlements, énumérés ci-après, sont frappés de pénalités exprimées en points ou par la résiliation du contrat.

Ces pénalités sont arrêtées par le donneur d'ordre et notifiées par écrit au transporteur.

A chaque point de pénalité correspond une retenue égale à la rémunération de 10 km au prix du contrat ou du dernier avenant au moment des faits.

Ce montant sera déduit du paiement du montant de la facture relative aux prestations du mois suivant.

§ 6. La classification des manquements et des infractions, ainsi que des pénalités y afférentes se présente comme suit :

Libellé	Valeur
A) Retard dans la transmission de documents administratifs ou comptables ou dans la fourniture d'informations demandées par écrit pour lesquelles un délai est fixé	
- 1re infraction :	1 point
- 2e infraction dans le délai d'un an :	2 points
- 3e infraction dans le même délai d'un an :	3 points
B) Véhicule :	
1° malpropreté extérieure en début de parcours :	1 point
2° chauffage insuffisant :	2 points
3° contrôle technique :	
a) interdiction de rouler : résiliation du contrat	

b) carte périmée :

- 1re infraction : 6 points
- 2e infraction dans le délai d'un an : 12 points
- 3e infraction dans le même délai d'un an : résiliation du contrat

c) pas de carte à bord du véhicule :

- 1re infraction : 6 points
- 2e infraction dans le délai d'un an : 12 points
- 3e infraction dans le même délai d'un an : résiliation du contrat

4° assurance :

- a) absence de carte d'assurance dans le véhicule : 5 points
- b) défaut d'assurance : résiliation du contrat

5° véhicule autre que celui prévu au contrat ou au dernier avenant :

- 1re infraction : 5 points
- en cas de récidives dans l'année, la pénalité appliquée est chaque fois doublée, avec faculté de résiliation du contrat

C) Non-respect de l'horaire (tolérance d'1/4 h.) :

- 1re infraction : 1 point
- 2e infraction dans le délai d'un an : 2 points
- 3e infraction dans le même délai d'un an : 3 points
- 4e infraction dans le même délai d'un an : résiliation du contrat

D) Non-respect de l'itinéraire ou suppression d'une partie de l'itinéraire :

- 1re infraction : 2 points
- 2e infraction dans le délai d'un an : 3 points
- 3e infraction dans le même délai d'un an : 4 points
- 4e infraction dans le même délai d'un an : résiliation du contrat

E) Facturation d'un kilométrage de transport excessif (tolérance de 10 %), sans préjudice de la répétition de l'indu.

- 1re infraction : 4 points
- 2e infraction dans le délai d'un an : 6 points
- 3e infraction dans le même délai d'un an : résiliation du contrat

F) Conducteur :

1° usage de boissons alcoolisées en service ou taux d'alcoolémie supérieur à celui prévu par la législation en la matière, ou

2° déviance sexuelle vis-à-vis des enfants transportés ou du personnel de convoiement :

remplacement sans délai du conducteur ou à défaut, résiliation du contrat

G) Sous-traitance du contrat (sans autorisation préalable du donneur d'ordre) :

résiliation du contrat

H) Non-respect d'un ordre reçu :

5 points

I) Refus d'ordre caractérisé :

résiliation du contrat

Obligations administratives et réglementaires

Art. 15. Le transporteur et les membres du personnel sont tenus de respecter toutes les obligations relatives aux services réguliers spécialisés et plus particulièrement celles définies par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et autocar et par ses arrêtés d'application.

Le transporteur doit assurer le transport en respectant les conditions légales et réglementaires relatives au transport en commun des élèves et doit respecter la législation sociale.

Le transporteur doit informer immédiatement, et au plus tard dans les deux heures, le donneur d'ordre de tout accident survenu au cours de l'exécution du contrat ayant provoqué une immobilisation du véhicule et des dommages corporels ou matériels.

Responsabilités

Art. 16. Le transporteur est responsable des personnes transportées dans le cadre des dispositions de l'arrêté royal du 15 septembre 1976.

Barème

Art. 17. Le barème ci-annexé est celui applicable au 1er septembre 1994.

(F - 27441)

taux d'augmentation: 1,0299

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 8 à 13 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	39,51	49,39
65 à 74	36,65	45,81
75 à 84	34,51	43,14
85 à 94	32,87	41,09
95 à 110	31,64	39,55
111 à 127	30,35	37,94
128 à 142	29,04	36,30
143 à 162	28,15	35,19
163 à 187	26,93	33,66
188 à 212	25,64	32,05
213 et plus	24,39	30,49

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 14 à 20 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	46,06	57,58
65 à 74	43,00	53,75
75 à 84	40,74	50,93
85 à 94	38,96	48,70
95 à 110	37,47	46,84
111 à 127	36,02	45,02
128 à 142	34,79	43,49
143 à 162	33,56	41,95
163 à 187	32,20	40,25
188 à 212	30,90	38,63
213 et plus	29,74	37,18

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 21 à 25 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	52,75	65,94
65 à 74	49,47	61,84
75 à 84	47,03	58,79
85 à 94	45,05	56,31
95 à 110	43,34	54,18
111 à 127	41,82	52,28
128 à 142	40,53	50,66
143 à 162	39,10	48,88
163 à 187	37,66	47,07
188 à 212	36,23	45,29
213 et plus	35,06	43,83

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 26 à 30 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	61,33	76,66
65 à 74	57,74	72,18
75 à 84	54,95	68,69
85 à 94	53,74	67,17
95 à 110	52,43	65,54
111 à 127	50,44	63,05
128 à 142	49,62	62,02
143 à 162	48,46	60,58
163 à 187	47,23	59,04
188 à 212	45,80	57,25
213 et plus	44,63	55,79

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 31 à 35 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	63,17	78,96
65 à 74	59,74	74,67
75 à 84	57,60	72,00
85 à 94	56,06	70,07
95 à 110	54,34	67,92
111 à 127	52,29	65,36
128 à 142	51,07	63,84
143 à 162	50,11	62,64
163 à 187	48,90	61,12
188 à 212	47,64	59,55
213 et plus	46,89	58,61

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 36 à 45 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	65,00	81,25
65 à 74	61,52	76,90
75 à 84	59,40	74,25
85 à 94	57,74	72,18
95 à 110	55,92	69,90
111 à 127	54,08	67,60
128 à 142	52,75	65,94
143 à 162	51,74	64,67
163 à 187	50,44	63,05
188 à 212	49,62	62,02
213 et plus	48,80	61,00

TARIFS AU 01/09/94		
Véhicules 46 à 80 places		
km journalier de transport	10 ans	
	min	max
60 à 64	68,35	85,44
65 à 74	65,35	81,69
75 à 84	62,87	78,59
85 à 94	61,05	76,31
95 à 110	59,54	74,43
111 à 127	57,47	71,84
128 à 142	56,11	70,14
143 à 162	55,24	69,05
163 à 187	54,02	67,53
188 à 212	53,05	66,31
213 et plus	52,29	65,36

Ministère wallon de l'Équipement et des Transports
 Service du Transport scolaire
 Bureau régional de

SOUSSION DU 199. - CIRCUIT N°.....

Le(la)soussigné(e)..... ayant son domicile (siège social)
 à.....
(représentée
 par).....

s'engage à effectuer le service de transport d'élèves aux conditions actuelles suivantes :

<u>Capacité requise</u>	<u>Moyenne kilométrique</u>
places assises adultes	
<u>Capacité offerte</u>	<u>Prix proposé au km</u>

avec un véhicule présentant les caractéristiques suivantes :

- nombre de places assises adultes dont
 -sièges à 1 place
 -sièges à 2 places
 -sièges à 3 places
 -sièges à 4 places
 -sièges à 5 places
 -banquettes longitudinales deplaces
 -banquettes longitudinales deplaces

- marque :
- type :
- n°plaque :
- année de construction :
- date de 1ère mise en circulation :
- date d'acquisition :

Immatriculation ONSS :.....
 Numéro de TVA :.....
 Numéro de compte bancaire :.....

Documents à joindre :

- copie du certificat de compétence professionnelle
- copie du certificat d'immatriculation, de la carte de contrôle technique et d'assurance du véhicule ou le bon de commande
- copie du bon de commande éventuel avec mention de la date de livraison et des caractéristiques du véhicule demandé
- attestation ONSS relative à l'avant dernier trimestre écoulé

Fait à

Bureau régional
de.....

CONTRAT DE TRANSPORT SCOLAIRE - CIRCUIT n°

Entre :

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre ayant les transports dans ses attributions, ou son délégué,

et (nom et domicile ou raison sociale et siège social du transporteur)

.....

N° de certificat de capacité professionnelle.....

il est convenu que les élèves de

.....
.....
.....

sont transportés aux conditions suivantes :

il est précisé qu'en cas de prestations différentes suivant les jours de la semaine, mention du ou des jours concernés est faite en regard de la rubrique ad hoc.

1. Le transport est assuré comme suit :

- itinéraire : voir feuilles de circuit et listes d'élèves ci-annexées

- capacité requise du véhicule en nombre de places assises adultes:

.....
.....

- nombre journalier moyen de kilomètres du circuit :

.....
.....

- prix par kilomètre de transport (taxes et charges comprises à l'exclusion de la TVA) (en toutes lettres):

.....
.....

- véhicule offert :

- marque
- type
- capacité offerte
- n° plaque
- année de construction
- date de première mise en circulation
- date d'acquisition

2. Le présent contrat est conclu sur base du cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel qu'annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du
3. Le service est organisé tous les jours de scolarité. Pour l'itinéraire à suivre, l'horaire du service, la fixation des haltes, le transporteur se conforme aux indications de la première soussignée.
4. Les factures seront établies conformément à l'article 9 du cahier des charges type. Elles seront adressées au M.E.T., Service du transport scolaire, Bureau régional de..... à.....
5. Le présent contrat prend cours le..... et prendra fin, en principe, le.....
6. Conformément à l'article 11 du cahier des charges type, le prix du kilométrage de transport est adapté le premier jour de chaque rentrée scolaire sur base des prescriptions de cet article.
7. Fait en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie déclarant avoir reçu le sien,

Pour le transporteur,

Pour la Région wallonne,
Le Ministre ou son délégué,

Namur, le

Transmis au transporteur par le B.R. le:

Reçu du transporteur le :

Transmis à la D.32... le :

Transmis au B.R. le :

Bureau régional des transports scolaires
de (du)

AVENANT N°

Contrat du relatif au circuit n°

Entre : La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre ayant les transports dans ses attributions ou son délégué, dont les bureaux sont situés.....

et.....

il est convenu que les dispositions suivantes font partie intégrante du contrat de base qui, ainsi amendé, régit les relations entre parties;

1) le kilométrage journalier de transport du circuit

fixé en dernier lieu à devient/reste

kilomètres

à partir du.....

MOTIFS:.....

2) la capacité requise du véhicule

fixée en dernier lieu à devient/reste

places assises adultes

à partir du

MOTIFS:.....

Les nouvelles feuilles de circuit, accompagnées des demandes de prises en charge ou des notifications de sortie, sont jointes en annexe dès lors qu'elles justifient une modification des rubriques 1 et 2 ci-avant.

3) le prix de transport

fixé en dernier lieu à devient/reste

francs par kilomètre de transport
(HTVA) à partir du.....

Nouveau prix en toutes lettres

MOTIFS

.....
Ecart proportionnel entre le prix du contrat initial et le maximum du barème en vigueur

4) le véhicule renseigné en dernier lieu devient à partir du...../reste un véhicule de :

- marque
- type

- année de construction
- date de première mise en circulation

- n° de plaque - date d'acquisition
 - capacité technique
 MOTIFS:.....

En cas de remplacement du véhicule, sont jointes au présent avenant les copies du certificat d'immatriculation, de la carte d'assurance et de la carte de contrôle technique.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie déclarant avoir reçu le sien.

Namur, le

Pour le transporteur,

Pour la Région wallonne,
 Le Ministre ou son délégué,

Transmis au transporteur par le B.R. le :

Reçu du transporteur le :

Transmis à D.32.. le :

Transmis au B.R. le :

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 95 - 2245

[C - 27441]

27 APRIL 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het standaardbestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals ze tot nu toe is gewijzigd;

Gelet op de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinstellingen;

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs;

Gelet op de wet van 15 juli 1983 houdende de oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer;

Gelet op het decreet II van 19 juli 1993 van de Raad van de Franse Gemeenschap betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 5°;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 van de Waalse Gewestraad betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 5°;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 juni 1947 houdende bepalingen betreffende de verzekering van de automobielen gebezigd voor bezoldigd personenvervoer;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende het geregeld vervoer, het geregeld tijdelijk vervoer, de bijzondere vormen van geregeld vervoer en het ongeregeld vervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 juni 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinstellingen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de wijze waarop de reiskosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs ten laste genomen worden door de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar;

Gelet op het advies gegeven op 17 november 1994 door de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten, ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 1993;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

Besluit :

Inleidend artikel. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 1. Het standaardbestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, waarvan de tekst als bijlage bij dit besluit wordt gevoegd, is goedgekeurd.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 10 oktober 1984 tot vaststelling van het bijzonder bestek voor het vervoer van de leerlingen die de door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, wordt opgeheven voor het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

Bijlage

Standaardbestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken

Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° opdrachtgever : het Waalse Gewest, het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, de Algemene Directie Vervoer;

2° vervoerder : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon wiens activiteit bestaat in het bezoldigde personenvervoer d.m.v. motorvoertuigen;

3° vervoerkilometers : het aantal kilometers van het gesloten theoretische traject, met de onderwijsinstelling of de als laatste bediende onderwijsinstelling als vertrek- en aankomstpunt, dat de ophaaldienst langs de kortste rijweg mogelijk maakt;

4° categorie : het geheel van de verschillende voertuigcapaciteiten waarvoor dezelfde prijs per kilometer wordt toegepast;

5° zitplaats voor volwassenen : zitplaats die, op grond van de technische voorschriften van het voertuig, bestemd is voor een persoon van minstens 13 jaar;

6° capaciteit : de capaciteit wordt vastgesteld in verhouding tot een bepaald aantal zitplaatsen voor volwassenen.

7° schooljaarbegin : begin van het nieuwe schooljaar.

Onderwerp

Art. 2. De vervoerder verbindt zich tegenover de opdrachtgever tot het vervoer van leerlingen in het raam van een geregelde gespecialiseerde dienst.

Om deze dienst te organiseren bepaalt de opdrachtgever de noodzakelijke haltes (in- en uitstappen) en de capaciteit van het voertuig; op eigen initiatief of door uitdrukkelijke goedkeuring van de door de vervoerder afgegeven reisbladen stelt hij het traject, de dienstregeling en het aantal vervoerkilometers vast.

Haltes moeten minstens 500 m van elkaar verwijderd zijn, behalve behoorlijk gemotiveerd geval.

Procedure

Art. 3. § 1. De concessie van een dienst voor leerlingenvervoer wordt toegekend krachtens de bepalingen van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, in zoverre dat zij de procedure van de beperkte offerteaanvraag en de onderhandse procedure betreffen.

Voor elk traject wordt een afzonderlijk contract gesloten.

§ 2. De inlichtingen over de indiening of de opening van de inschrijvingen komen in de offerteaanvraag voor.

§ 3. Naast de geldende reglementaire bepalingen, moeten de inschrijvers de volgende bijzondere voorschriften in acht nemen wanneer zij een offerte doen :

- de inschrijving wordt in het Frans opgesteld aan de hand van het bij dit bestek gevoegde model waarvan alle rubrieken ingevuld moeten worden;

- de prijzen liggen binnen de tariefmargen van de toegepaste loonschaal bepaald op grond van de standaardkostprijs die wordt goedgekeurd door de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten, ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 1993;

- de aangeboden voertuigcapaciteit moet minstens overeenstemmen met de vereiste capaciteit en mag niet groter zijn dan de op het attest van de technische controle vermelde capaciteit;

- aanvaard worden alleen de voertuigen die uiterlijk 31 december van hun twaalfde jaar gekocht worden en die minder dan 15 jaar zijn op het moment van de opening van de inschrijvingen of van het sluiten van het onderhandse contract. De grens van 12 jaar wordt berekend vanaf 1 januari volgend op de datum van de eerste ingebruikneming; de grens van 15 jaar wordt berekend vanaf de datum van de eerste ingebruikneming;

- bij de inschrijving wordt een afschrift van het inschrijvingsbewijs en van de kaart van de technische controle gevoegd;

- een afschrift van de bestelbon voor een voertuig met een voldoende geboden capaciteit, dat bij de inschrijving wordt gevoegd, wordt aanvaard als bewijs dat het voertuig geleverd zal worden alvorens het contract begint te lopen. In dit geval moeten de voorwaarden inzake de technische controle, registratie of verzekering vervuld worden uiterlijk de dag waarop het contract begint te lopen;

- inschrijvingen voor een lijn- of een reservevoertuig, die op een contract voor een openbare autobusdienst voorkomen, worden toegelaten voor zover de beschikbaarheid van het voertuig gedurende de betrokken periode voor de dienst voor leerlingenvervoer door het betrokken "TEC" erkend wordt. Deze erkenning wordt bij de inschrijving gevoegd.

§ 4. De opdrachtgever kiest de offerte die hij het meest interessant vindt op grond van de in dalende volgorde van belang hiernavermelde criteria :

- de prijs;
- de dienstkwaliteit, geschat op grond van de opmerkingen die eventueel op de kaart van de technische controle voorkomen, het aantal geboden zitplaatsen voor volwassenen, alsook de schikking van de zetels;
- de beschikbaarheid van het bij de opening van de inschrijvingen voorgestelde voertuig;
- de gebruiksduur van het voertuig,
- de bevredigende ervaring inzake leerlingenvervoer.

Contract - Aanhangsel

Art. 4. § 1. Tussen de opdrachtgever en de vervoerder, aangewezen als concessiehouder van de dienst volgens de in artikel 3 bedoelde procedure, wordt een contract gesloten waarvan het model bij dit bestek wordt gevoegd.

Elke wijziging in het contract zal het voorwerp uitmaken van een genummerde clause die door beide partijen wordt getekend. Een model van aanhangsel wordt bij dit bestek gevoegd.

§ 2. De vervoerder mag zijn contract noch afstaan noch geheel of gedeeltelijk door een derde laten uitvoeren zonder voorafgaande toelating van de opdrachtgever.

In dit geval wordt de akte van overdracht van de concessie in de vorm van een aanhangsel bij het contract gevoegd en staat erin vermeld dat de concessie wordt voortgezet onder de in het contract of in het laatste erbij gevoegde aanhangsel bepaalde voorwaarden.

§ 3. In geval van gedeeltelijke of gehele overdracht van de activiteiten van leerlingenvervoer van de vervoerder, van fusie of splitsing van zijn onderneming, wordt de toestemming van de opdrachtgever vereist voor de cessione van de uitdrukkelijk geïdentificeerde concessies.

Een afschrift van de akte van overdracht van de concessie zal in de vorm van een aanhangsel bij het hoofdcontract gevoegd worden.

Rijdend personeel

Art. 5. De bestuurder van het voertuig moet steeds in het bezit zijn van een rijbewijs, een geldig medisch attest en de documenten betreffende de sociale voorzieningen.

Voertuigen - Gebruiksduur - Capaciteit

Art. 6. § 1. Voor de geregelde gespecialiseerde dienst moet voortdurend gebruik gemaakt worden van een voertuig dat overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen in goede staat is bevonden door de bevoegde diensten van de technische controle.

De opdrachtgever kan personeel afvaardigen om na te gaan of de voertuigen in goede staat zijn en om het gebruik ervan eventueel te verbieden.

§ 2. Een voertuig van meer dan 12 jaar mag niet gebruikt worden voor een geregelde gespecialiseerde dienst.

Elk voertuig moet buiten dienst gesteld worden uiterlijk aan het einde van het schooltrimester waarin het de gebruiksduur van 15 jaar bereikt.

De gebruiksduur van het voertuig wordt berekend zoals bepaald in artikel 3 § 3, vierde koppelteken.

§ 3. De voertuigen moeten voorzien zijn van een efficiënt verwarmingssysteem in verhouding tot hun capaciteit.

§ 4. Alvorens een voertuig voor een geregelde gespecialiseerde dienst te gebruiken, moet de vervoerder de opdrachtgever een afschrift van de geldige verzekeringskaart bezorgen.

§ 5. De capaciteit van de voertuigen wordt berekend op grond van de volgende elementen :

1° Kinderen beneden de dertien jaar die het gewoon of het buitengewoon onderwijs, type 1, 3, 5, 8, volgen.

Elk kind wordt geacht 2/3 van een zitplaats voor volwassenen te bezetten.

De berekening is de volgende :

een zitplaats voor twee volwassenen : $3/2 \times 2 = 3$ kinderen;

een zitplaats voor drie volwassenen : $3 \times 3/2 = 4,5$ afgerond op 4 kinderen;

een zitplaats voor vier volwassenen : 6 kinderen;

een zitplaats voor vijf volwassenen : $5 \times 3/2 = 7,5$ afgerond op 7 kinderen enz.

De eenpersoonszitplaatsen komen niet in aanmerking voor deze berekening.

De kinderen die het buitengewoon onderwijs van type 3 volgen, hebben evenwel recht op een zitplaats voor volwassenen, voor zover zij meer dan 50 % van de op het traject vervoerde leerlingen vertegenwoordigen.

2° Gehandicapte kinderen zonder rolstoel.

De gehandicapte kinderen van type 2, 4, 6, 7, bezetten een zitplaats voor volwassenen, wat hun gebruiksduur ook moog zijn.

3° Gehandicapte kinderen met rolstoel.

Uitgaande van onderstaande tabel wordt gerekend dat een rolstoel de ruimte van verschillende zitplaatsen voor volwassenen inneemt :

Aantal niet-opgevouwen rolstoelen	Aantal bezette plaatsen
1	4
2	7
3	10
4	14
5	17
6	20
7	24
8	27
9	30
10	34
11	37
12	40
13	44
14	47

Een opgevouwen rolstoel wordt gelijkgesteld met een zitplaats voor volwassenen.

4° Voor de gehandicapte kinderen van type 2 en 4, in de zin van artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978, voorziet de vervoerder, op schriftelijk verzoek van de opdrachtgever, de zitplaatsen voor volwassenen op eigen kosten van veiligheidsgordels en plaatst hij, eveneens op eigen kosten, de door de ouders verschaft gipsbedden.

De gordels beantwoorden aan de geldende wettelijke bepalingen.

§ 6. De elevator waarmee een voertuig eventueel is uitgerust, komt niet in aanmerking voor het bepalen van de capaciteit ervan.

De vervoerder die het gebruikte voertuig van deze elevator voorziet, geniet evenwel een maandelijkse tegemoetkoming van 3 500 frank, voor zover minstens drie rolstoelen worden vervoerd. Deze tegemoetkoming wordt op de in artikel 9 bedoelde maandelijkse rekening ingeschreven.

Prijs

Art. 7. § 1. De prijs per vervoerkilometer wordt vastgesteld op grond van de vereiste capaciteit van het voertuig en van het gemiddeld dagelijks aantal kilometers, voorzien bij de offerteaanvraag of zoals zij werden gewijzigd bij aanhangsel bij het oorspronkelijke contract. Deze prijs omvat alle taksen en lasten die op het vervoer drukken, exclusief BTW.

Het ophalen van begeleidingspersoneel geeft geen aanleiding tot extra kilometers.

§ 2. De voor hetzelfde traject vereiste capaciteiten kunnen verschillen naar gelang de dagen, 's morgens, 's middags en 's avonds. Deze wijziging beperkt zich tot hoogstens twee verschillende capaciteiten voor het geheel van de weekdays.

Voor de bepaling van de vereiste capaciteit wordt rekening gehouden met het begeleidingspersoneel.

§ 3. De prijzen voorgesteld tijdens de in artikel 3 bedoelde procedure moeten binnen de tariefmargen liggen die in de bij dit bestek gevoegde schaal vermeld worden. Deze schaal wordt bepaald op grond van de standaardkostprijs voor gespecialiseerde geregelde diensten, die door de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten wordt vastgesteld.

Art. 8. De toegelaten prijs voor een dienst waargenomen door een voertuig van een vereniging zonder winstoogmerk, een niet-professionele feitelijke vereniging, een gemeente of een provincie, is gelijk aan 80 % van het minimumtarief bedoeld in de schaal waarvan sprake in artikel 7, § 3.

Facturering

Art. 9. De facturen worden maandelijks in drievoud op naam van de opdrachtgever opgemaakt wanneer alle dienstverleningen van de maand waarop zij betrekking hebben, verricht zijn. Als de maand van het begin of van het einde van het schooljaar minder dan 6 schooldagen heeft, komen de dienstverleningen die erop betrekking hebben, op de factuur van de volgende of de vorige maand te staan.

Daar de eerste factuur van het schooljaarbegin opgemaakt wordt aan de hand van de gegevens die op de laatste factuur van het vorige schooljaar voorkomen, wordt ze aangepast bij het opmaken van de factuur van de maand oktober.

De facturen moeten uiterlijk de twintigste van de volgende maand aan de opdrachtgever gestuurd worden.

Er wordt één factuur per voertuig en traject opgemaakt.

Op deze factuur komen de volgende gegevens voor :

- de betrokken maand(en) en het trajectnummer;
- de datum van het contract of die van het aanhangsel en het nummer ervan;
- het dagelijks aantal vervoerkilometers en het aantal werkdagen gedurende de maand(en) waarop de factuur betrekking heeft, met een forfaitair minimum van 60 km per dag, voor de in artikel 8 bedoelde diensten, waarvoor het aantal werkelijk afgelegde kilometers vermeld wordt;
- de prijs per vervoerkilometer;
- het totaalbedrag van de vervoerkosten;
- het BTW-bedrag;
- het te betalen totaalbedrag, op de frank afgerond (de decimaal gelijk aan of groter dan 0,5 wordt op de eenheid naar boven afgerond);
- de vermelding "waar en oprecht verklaard voor een bedrag van frank (voluit schrijven);
- de handtekening van de vervoerder.

Wijzigingen van de basisgegevens

Art. 10. Volgende wijzigingen kunnen naar gelang de behoeften onder de hiernavermelde voorwaarden door de opdrachtgever worden aangebracht :

1° wijzigingen van het aantal vervoerkilometers :

In geval van wijziging van het traject wordt de wijziging van het aantal vervoerkilometers toegepast zodra ze aan de vervoerder wordt betekend. Bij het wederopmeten van het traject kan een wijziging van het aantal kilometers vastgesteld worden. In dit geval gaat de wijziging in vanaf de datum van de toepassing van het laatste aanhangsel betreffende de wijziging van de kilometers en op z'n vroegst in het begin van het lopende schooljaar als er geen aanhangsel betreffende de wijziging van de kilometers is opgemaakt tussen deze datum en die van het wederopmeten;

2° wijzigingen van de capaciteit van het voertuig :

- de vergroting van de capaciteit van het voertuig gaat in zodra zij aan de vervoerder wordt betekend;

- de capaciteit wordt in voorkomend geval één keer per trimester verminderd, met hoogstens één vermindering van twee opeenvolgende categorieën per schooljaar.

Voor het eerste trimester van het schooljaar gaat de vermindering op z'n vroegst in november in. Voor een nieuw contract wordt de capaciteitsvermindering beperkt tot hoogstens één categorie gedurende het eerste lopende schooljaar.

Art. 11. De basisprijs wordt op de eerste dag van elk schooljaar aangepast, voor zover de aanpassing het gevolg is van een wijziging van de door de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten vastgestelde tarieven. Die aanpassing betreft de tarieven die van toepassing zijn op de datum van de opstelling van het contract of op de datum van de laatste prijswijziging.

Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel en van artikel 10 moet het verschil tussen de nieuwe prijzen evenredig blijven met het verschil tussen de vorige prijs van het contract en het toegestane maximumtarief van toepassing bij het sluiten van voornoemd contract.

Periode

Art. 12. Onverminderd de toepassing van artikel 13 loopt het contract over een periode van tien jaar, met uitzondering van de contracten betreffende de in artikel 8 bedoelde diensten, die tot de duur van het schooljaar beperkt zullen worden.

Ontbinding en opschorting

Art. 13. § 1. Het contract eindigt zonder opzegging noch vergoeding wanneer de vergunning van de gespecialiseerde geregelde dienst, afgegeven door het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer van het Waalse Gewest, niet hernieuwd of ingetrokken wordt.

§ 2. Bij wederzijds akkoord kunnen de partijen elk ogenblik een einde stellen aan hun contract.

§ 3. De vervoerder die de bij dit bestek bepaalde verplichtingen en de door de opdrachtgever gegeven schriftelijke richtlijnen niet nakomt, zal gestraft worden met de in artikel 14 vermelde straffen en, in voorkomend geval, met de ontbinding van het contract zonder vergoeding noch opzegging.

Indien de opdrachtgever een nieuw contract moet aangaan dat duurder is, komt het verschil ten laste van de vervoerder tot het contract verstreken is.

§ 4. De lopende contracten kunnen vervroegd gewijzigd worden door de opdrachtgever ten gevolge van een beslissing genomen overeenkomstig de wet van 15 juli 1983 houdende de oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer of ten gevolge van een fundamentele reorganisatie van het beleid van het openbaar leerlingenvervoer.

In dat geval wordt de vervoerder een opzeggingstermijn van minstens één maand toegestaan.

Het contract mag in geen geval ontbonden worden vóór het einde van het trimester waarin de opzegging wordt betekend. Elke vergoeding is uitgesloten.

§ 5. De lopende contracten worden zonder opzeggingstermijn noch vergoeding ontbonden wanneer de dienst doelloos is geworden bij gebrek aan leerlingen dat te wijten is aan de sluiting van één of meer onderwijsinstellingen.

§ 6. De lopende contracten kunnen door de opdrachtgever vervroegd opgezegd worden ten gevolge van een reorganisatie van de trajecten in één of meer zones.

Deze ontbinding gaat slechts in op het einde van het lopende schooljaar, op het moment van de kennisgeving ervan.

Er wordt een vergoeding toegekend aan de vervoerder die door de opzegging van het (de) contract(en) 1% van de bezoldiging verliest die hij tot de normale vervaldatum van het contract had kunnen genieten en die berekend wordt aan de hand van de basisgegevens die beschikbaar zijn op het moment van de ontbinding. Het jaar van de kennisgeving van de ontbinding komt niet in aanmerking voor de berekening.

Bovendien wordt deze vergoeding slechts toegekend voor zover de vervoerder, die het opgezegde contract heeft ondertekend, ten gevolge van de herstructurering van de zone niet één of meer contracten in de wacht heeft gesleept waarvan de basisgegevens gelijkwaardig worden geacht, of voor zover hij geen gelijkwaardig geachte vermeerdering van de basisgegevens heeft genoten op één of meer trajecten waarvan hij houder is in voornoemde herstructureerde zone.

Gelijkwaardig worden geacht de basisgegevens die geen vermindering van de huidige jaarlijkse bezoldiging van meer dan 10 % tot gevolg hebben.

Fouten en tekortkomingen

Art. 14. § 1. Als de vervoerder de voorschriften van het contract of de schriftelijke voorschriften van de opdrachtgever niet nakomt, wordt een proces-verbaal opgemaakt waarvan hem onverwijld een afschrift bij ter post aangetekende brief wordt toegezonden.

De vervoerder moet onmiddellijk gevolg geven. Hij mag zijn verdedigingsmiddelen bij ter post aangetekende brief aan de opdrachtgever doen gelden binnen 10 kalenderdagen na de dag van toezending. Na verstrijken van deze termijn wordt zijn stilzwijgen a.s. een erkenning van de vastgestelde feiten beschouwd.

Bij gebrek aan verdedigingsmiddelen of aan erkenning van de gegrondheid ervan, past de opdrachtgever de in § 6 hieronder bedoelde straf toe, onverminderd een eventuele schadevergoeding of een andere schadeloosstelling.

De vervoerder die geregeld zijn verdedigingsmiddelen heeft doen gelden, mag de tekortkoming(en) die hem verweten wordt/worden en waarvoor een straf werd toegepast, binnen 10 dagen na kennisgeving van de voorziene straf aanhangig maken bij de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten. Dit beroep, dat niet opschortend is, staat op de agenda van de volgende vergadering van de Commissie.

§ 2. De tekortkomingen te wijten aan overmacht zoals stakingen, lock-out, oorlogsonlusten, verkeersongevallen of stilleggen van het verkeer, verkeersomleidingen en slechte weersomstandigheden sluiten elke verantwoordelijkheid van de vervoerder uit en geven de opdrachtgever geen recht op een vergoeding noch op de ontbinding van het contract.

Pech, lekke banden, schade aangericht aan zijn voertuigen door elementen of personen die niet vreemd zijn aan zijn uitbating, een gebrek aan onderhoud of een slecht onderhoud worden niet als overmacht beschouwd en stellen de vervoerder dus niet vrij van zijn verantwoordelijkheid en van de toepassing van de in § 6 bedoelde straffen.

§ 3. In de loop van het contract mag het betrokken voertuig slechts in de volgende gevallen door een ander voertuig worden vervangen :

- als de opdrachtgever een capaciteitswijziging eist die een verandering van voertuig als gevolg heeft;
- als het onbeschikbaar is omwille van een technisch probleem;
- als het vanwege zijn gebruiksduur buiten dienst wordt gesteld;
- als de opdrachtgever een betere dienstkwaliteit wenst.

De vervoerder stelt de opdrachtgever in kennis van het kentekennummer, het merk, de datum van ingebruikneming, de capaciteit van het vervangingsvoertuig en de schikking van de zetels.

De vervanging van het voertuig om technische redenen mag de nodige tijd voor de vereiste technische controle niet overschrijden.

In dit geval moet, in afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid, alleen de vervoerder die partij bij het contract is, de opdrachtgever onmiddellijk en behoorlijk inlichten.

§ 4. Als overmacht of technische onbeschikbaarheid hem beletten de dienst zelf waar te nemen, mag de vervoerder zich door een andere vervoerder laten vervangen.

In afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid, wordt een onmiddellijke en volledige informatie van de opdrachtgever slechts vereist van de vervoerder die partij bij het contract is, die alleen verantwoordelijk blijft voor de uitvoering van het contract. Met name de redenen en de duur van de vervanging moeten nauwkeurig vermeld worden.

Het feit dat een andere dienst wordt waargenomen met een voertuig bestemd voor leerlingenvervoer, wordt niet als een geval van overmacht beschouwd.

§ 5. De niet-nakoming en de overtredingen van dit bestek, van de schriftelijke voorschriften en van de hierna vermelde reglementen geven aanleiding tot straffen, uitgedrukt in punten, of tot de ontbinding van het contract.

Deze straffen worden door de opdrachtgever bepaald en schriftelijk aan de vervoerder betekend.

Elk strafpunt stemt overeen met een inhouding gelijk aan de bezoldiging voor 10 kilometer tegen de prijs van het contract of van het laatste aanhangsel op het moment van de feiten.

Dit bedrag wordt afgetrokken van het te betalen bedrag van de factuur voor de dienstverleningen van de volgende maand.

§ 6. De niet-nakoming en de overtredingen alsmede de straffen die ermee gepaard gaan, worden als volgt ingedeeld :

Inhoud	Waarde
A) Vertraging in de toezending van administratieve of boekhoudkundige documenten of in het verstrekken van schriftelijk aangevraagde inlichtingen waarvoor een termijn is vastgesteld :	
- eerste overtreding	1 punt
- tweede overtreding binnen één jaar	2 punten
- derde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	3 punten
B) Voertuig :	
1° vuil aan de buitenkant in het begin van het rit	1 punt
2° onvoldoende verwarming	2 punten

Inhoud	Waarde
3° technische controle	
a) rijverbod : ontbinding van het contract	
b) verlopen kaart :	
- eerste overtreding	0 punten
- tweede overtreding binnen één jaar	12 punten
- derde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	ontbinding van het contract
c) geen kaart in het voertuig :	
- eerste overtreding	6 punten
- tweede overtreding binnen één jaar	12 punten
- derde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	ontbinding van het contract
4° verzekering :	
a) geen verzekeringskaart in het voertuig :	5 punten
b) geen verzekering :	ontbinding van het contract
5° anuer voertuig dan dat vermeld in het contract of in het laatste aanhangsel :	
- eerste overtreding	5 punten
- in geval van herhalingen binnen het jaar wordt de toegepaste straf steeds verdubbeld, met een mogelijke ontbinding van het contract	
C) Niet naleven van het rooster (1/4 uur toegestaan):	
- eerste overtreding	1 punt
- tweede overtreding binnen de termijn van één jaar	2 punten
- derde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	3 punten
- vierde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	ontbinding van het contract
D) Niet-inachtneming van het traject of afschaffing van een deel ervan :	
- eerste overtreding	1 punt
- tweede overtreding binnen de termijn van één jaar	2 punten
- derde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	3 punten
- vierde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	ontbinding van het contract
E) Facturering van een te groot aantal vervoerkilometers (10 % zijn toegestaan), onverminderd de herhaling van het niet-verschuldigde bedrag	
- eerste overtreding	4 punten
- tweede overtreding binnen de termijn van één jaar	6 punten
- derde overtreding binnen dezelfde termijn van één jaar	ontbinding van het contract
F) Bestuurder :	
1° alcoholverbruik tijdens de dienst of alcoholgehalte hoger dan dat toegelaten bij de wetgeving, of	
2° seksuele afwijking t.o.v. de vervoerde leerlingen of het begeleidingspersoneel	onmiddellijke vervanging van de bestuurder of, zoniet, ontbinding van het contract

Inhoud	Waarde
G) Onderaanbesteding van het contract (zonder voorafgaande toestemming van de opdrachtgever)	ontbinding van het contract
H) Een bevel naast zich neerleggen	5 punten
I) Bevelwcigering	ontbinding van het contract

Administratieve en reglementaire verplichtingen

Art. 15. De vervoerder en de personeelsleden zijn ertoe gehouden alle verplichtingen betreffende de geregelde gespecialiseerde autobusdiensten na te komen en in het bijzonder degene bepaald bij het wetsbesluit van 30 december 1946 betreffende het bezoldigde vervoer van reizigers per rijweg ingevoerd per autobus en bij de toepassingsbesluiten ervan.

De vervoerder moet aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden betreffende het leerlingenvervoer voldoen en de sociale wetgeving in acht nemen.

De vervoerder moet de opdrachtgever onmiddellijk, en uiterlijk binnen twee uur, in kennis brengen van elk ongeval dat het stilleggen van het voertuig heeft veroorzaakt en lichamelijke of materiële schade heeft aangericht.

Verantwoordelijkheden

Art. 16. De vervoerder is verantwoordelijk voor de personen vervoerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 september 1976.

Tarieven

Art. 17. De bijgaande tarieven zijn de tarieven van toepassing op 1 september 1994.

(F - 27441)

TARIEVEN OP 01/09/94		
Voertuigen 8 tot 13 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer-transport kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	39,51	49,39
65 tot 74	36,65	45,81
75 tot 84	34,51	43,14
85 tot 94	32,87	41,09
95 tot 110	31,64	39,55
111 tot 127	30,35	37,94
128 tot 142	29,04	36,30
143 tot 162	28,15	35,19
163 tot 187	26,93	33,66
188 tot 212	25,64	32,05
213 en meer	24,39	30,49

TARIEVEN OP 01/09/94		
Voertuigen 14 tot 20 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer- kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	46,06	57,58
65 tot 74	43,00	53,75
75 tot 84	40,74	50,93
85 tot 94	38,96	48,70
95 tot 110	37,47	46,84
111 tot 127	36,02	45,02
128 tot 142	34,79	43,49
143 tot 162	33,56	41,95
163 tot 187	32,20	40,25
188 tot 212	30,90	38,63
213 en meer	29,74	37,18

TARIEVEN OP 01/09/94		
Voertuigen 21 tot 25 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer- kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	52,75	65,94
65 tot 74	49,47	61,84
75 tot 84	47,03	58,79
85 tot 94	45,05	56,31
95 tot 110	43,34	54,18
111 tot 127	41,82	52,28
128 tot 142	40,53	50,66
143 tot 162	39,10	48,88
163 tot 187	37,66	47,07
188 tot 212	36,23	45,29
213 en meer	35,06	43,83

TARIEVEN OP 01/09/94		
Voertuigen 26 tot 30 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer- kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	61,33	76,66
65 tot 74	57,74	72,18
75 tot 84	54,95	68,69
85 tot 94	53,74	67,17
95 tot 110	52,43	65,54
111 tot 127	50,44	63,05
128 tot 142	49,62	62,02
143 tot 162	48,46	60,58
163 tot 187	47,23	59,04
188 tot 212	45,80	57,25
213 en meer	44,63	55,79

TARIEVEN OP		
Voertuigen 31 tot 35 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer- kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	63,17	78,96
65 tot 74	59,74	74,67
75 tot 84	57,60	72,00
85 tot 94	56,06	70,07
95 tot 110	54,34	67,92
111 tot 127	52,29	65,36
128 tot 142	51,07	63,84
143 tot 162	50,11	62,64
163 tot 187	48,90	61,12
188 tot 212	47,64	59,55
213 en meer	46,89	58,61

TARIEVEN OP 01/09/94		
Voertuigen 36 tot 45 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer- kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	65,00	81,25
65 tot 74	61,52	76,90
75 tot 84	59,40	74,25
85 tot 94	57,74	72,18
95 tot 110	55,92	69,90
111 tot 127	54,08	67,60
128 tot 142	52,75	65,94
143 tot 162	51,74	64,67
163 tot 187	50,44	63,05
188 tot 212	49,62	62,02
213 en meer	48,80	61,00

TARIEVEN OP 01/09/94		
Voertuigen 46 tot 80 plaatsen		
Dagelijks aantal vervoer- kilometers	10 jaar	
	min	max
60 tot 64	68,35	85,44
65 tot 74	65,35	81,69
75 tot 84	62,87	78,59
85 tot 94	61,05	76,31
95 tot 110	59,54	74,43
111 tot 127	57,47	71,84
128 tot 142	56,11	70,14
143 tot 162	55,24	69,05
163 tot 187	54,02	67,53
188 tot 212	53,05	66,31
213 en meer	52,29	65,36

Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer
Dienst Leerlingenvervoer
Gewestelijk bureau van

INSCHRIJVING VAN 199. - TRAJECT NR.

Ondergetekende
woonachtig (maatschappelijke zetel) in
(vertegenwoordigd door)
verbindt zich ertoe de dienst voor leerlingenvervoer onder de volgende voorwaarden waar te nemen :

	<u>Vereiste capaciteit</u>	<u>Kilometergemiddelde</u>	
<u>Geboden capaciteit</u>			<u>Voorgestelde prijs per km</u>
Met een voertuig dat de vertoont	Zitplaat-sen voor volwas- senen		volgende eigenschappen

- aantal zitplaatsen voor volwassenen waaronder
 - zitplaatsen voor één persoon
 - zitplaatsen voor twee personen
 - zitplaatsen voor drie personen
 - zitplaatsen voor vier personen
 - zitplaatsen voor vijf personen
 - longitudinale banken van..... plaatsen
 - longitudinale banken van..... plaatsen

- merk :
- type :
- nummerplaat :
- bouwjaar :
- datum van eerste ingebruikneming :
- aankoopdatum :

Inschrijving RSZ:.....

BTW-nummer :.....

Rekeningnummer :.....

Bij te voegen documenten :

- afschrift van het attest van vakbekwaamheid
- afschrift van het inschrijvingsbewijs, van de kaart van de technische controle en van de verzekering van het voertuig of de bestelbon
- afschrift van de eventuele bestelbon, met melding van de leveringsdatum en van de eigenschappen van het voertuig
- RZS-attest voor het afgelopen voorlaatste trimester.

gedaan te.....

Op

de inschrijver,

Gewestelijk bureau
van.....

CONTRACT VOOR LEERLINGENVERVOER - TRAJECT nr.

Tussen :

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister tot wiens bevoegdheden Vervoer behoort, of diens afgevaardigde

en (naam en woonverblijf of handelsnaam en maatschappelijke zetel van de vervoerder)

.....
.....

Nr van het attest van vakbekwaamheid.....

is overeengekomen dat de leerlingen van

.....
.....
.....
.....

onder de volgende voorwaarden vervoerd worden :

er wordt op gewezen dat, in geval van verschillende dienstverleningen naar gelang van de wekdagen, de betrokken dag(en) in de rubriek ad hoc wordt/worden vermeld.

1. Het vervoer wordt als volgt verzekerd :

- traject : zie bijgaande reisbladen en leerlingenlijsten

- vereiste voertuigcapaciteit uitgedrukt in aantal zitplaatsen voor volwassenen;

.....
.....

- gemiddeld dagelijks aantal kilometers op het traject :

.....
.....

- prijs per vervoerkilometer (belastingen en lasten inbegrepen, exclusief BTW) (voluit schrijven) :

.....
.....

- geboden voertuig :

- merk
- type
- geboden capaciteit
- nummerplaat
- bouwjaar
- datum van eerste ingebruikneming
- aankoopdatum

2. Dit contract wordt gesloten op grond van het standaardbestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, zoals gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 1995.

3. De dienst wordt op elke schooldag waargenomen.
Voor het te volgen traject, het dienstrooster, het bepalen van de haltes moet de vervoerder zich naar de aanwijzingen van eerstgenoemde voegen.

4. De facturen zullen worden opgemaakt overeenkomstig artikel 9 van het standaardbestek. Ze zullen worden gericht aan het Ministerie van Uitrusting en Vervoer, de Dienst voor leerlingenvervoer, het Gewestelijke bureau van.....

5. Dit contract loopt vanaf.....en eindigt in principe op

6. Overeenkomstig artikel 11 van het standaardbestek wordt de prijs van het aantal vervoerkilometers op de eerste dag van elk schooljaar op grond van de voorschriften van dit artikel aangepast.

7. Opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart haar exemplaar te hebben ontvangen,

Voor de vervoerder,

Voor het Waalse Gewest,
De Minister of zijn afgevaardigde,

Namen,

Door het G.B. aan de vervoerder gezonden op :

Van de vervoerder ontvangen op :

Aan de D.32 gezonden op :

Aan het G.B. gezonden op :

Gewestelijk bureau voor het leerlingenvervoer

AANHANGSEL NR.

Contract van _____ betreffende het traject nr.

Tussen : het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister van Vervoer of diens afgevaardigde, waarvan de kantoren gevestigd zijn te,

en.....
.....

is overeengekomen dat de volgende bepalingen noodzakelijk deel uitmaken van het basiscontract dat, aldus gewijzigd, de verhoudingen tussen de partijen regelt;

1) het dagelijks aantal vervoerkilometers op het traject
voor het laatst vastgelegd op

wordt/blijft
kilometers
vanaf.....

REDENEN:.....
.....

2) de vereiste capaciteit van het voertuig
voor het laatst vastgelegd op

zitplaatsen voor volwassenen

wordt/blijft
vanaf

REDENEN:.....
.....

De nieuwe reisbladen worden, samen met de aanvragen om ophalen of met de uitgangsmeldingen, als bijlage bijgevoegd voor zover zij een wijziging van de rubrieken 1 en 2 hierboven rechtvaardigen

3) de vervoerprijs

voor het laatst vastgelegd op
frank per vervoerkilometer
(Exclusief BTW) vanaf.....

wordt/blijft

nieuwe prijzen (voluit schrijven):

REDENEN

Evenredig verschil tussen de prijs van het oorspronkelijke contract en het toegepaste maximumtarief :

4) het laatst aangegeven voertuig wordt vanaf.../blijft een voertuig van :

- merk

- bouwjaar

- | | |
|-------------------------|---------------------------------------|
| - type | - datum van eerste
ingebruikneming |
| - kentekennummer | - aankoopdatum |
| - technische capaciteit | |
| REDENEN:..... | |

In geval van vervanging van het voertuig worden de afschriften van het inschrijvingsattest, van de verzekeringskaart en van de kaart van de technische controle bij dit aanhangsel gevoegd.

Opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart haar exemplaar te hebben ontvangen,

Voor de vervoerder,

Voor het Waalse Gewest,
De Minister of zijn afgevaardigde,

Namen,

Door het G.B. aan de vervoerder gezonden op :

Van de vervoerder ontvangen op :

Aan de D.32 gezonden op :

Aan het G.B. gezonden op :

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

31 JUILLET 1995. – Arrêté ministériel portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1995

Le Ministre des Télécommunications,

Vu l'arrêté royal du 24 mai 1994, portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1995, notamment l'article 8;

Arrête :

Article 1^{er}. Les quatre timbres-poste spéciaux chacun à la valeur de 16 F, constituant l'émission dénommée " Bateaux " et illustrés par des voiliers seront présentés en carnet, constituant un tout indivisible, vendu au prix de 64 F.

Les timbres seront imprimés, en polychromie par le procédé de l'héliogravure.

Art. 2. Le tirage de chacun de ces timbres-poste est fixé à 1 500 000 exemplaires.

Art. 3. Ces timbres-poste seront vendus jusqu'à épuisement dans tous les bureaux de poste du Royaume à partir du 21 août 1995.

Art. 4. Les timbres poste seront toutefois vendus par priorité les 19 et 20 août 1995, de 10 à 17 h, exclusivement dans les bureaux de poste provisoires installés aux adresses ci-après :

- Union royale belge des Sociétés de Football-Association
avenue Houba de Strooper 145
1020 Bruxelles
- Tour Saint-Pierre
Hôtel de ville
7900 Leuze-en-Hainaut

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

31 JULI 1995. – Ministerieel besluit houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1995

De Minister van Telecommunicatie,

Gelet op het koninklijk besluit van 24 mei 1994, houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1995, inzonderheid artikel 8;

Besluit :

Artikel 1. De vier speciale postzegels, elk ter waarde van 16 F, die de uitgifte " Boten " vormen en die geïllustreerd zijn met zeilschepen, zullen aangeboden worden als een ondeelbaar geheel onder de vorm van boekjes en verkocht voor de prijs van 64 F.

De zegels zullen gedrukt worden in polychromie door middel van het rasterdiepdrukprocédé.

Art. 2. De oplage van ieder van deze postzegels is bepaald op 1 500 00 exemplaren.

Art. 3. Deze postzegels worden verkocht in al de postkantoren van het Rijk vanaf 21 augustus 1995, zolang de voorraad strekt.

Art. 4. De postzegels zullen nochtans bij voorrang op 19 en 20 augustus 1995, van 10 tot 17 u., worden verkocht uitsluitend door de op volgende adressen ingerichte voorlopige postkantoren :

- Koninklijke Belgische Voetbalbond
Houba de Strooperlaan 145
1020 Brussel
- Tour Saint-Pierre
Hôtel de ville
7900 Leuze-en-Hainaut